

Études internationales

PASSARIS, Solange et Krystina VINAVER. *Pour aborder le xxi^e siècle avec le développement durable.* Grenoble, PUG, Série Développement, croissance et progrès, 1998,296

Bernard Conte

Volume 30, numéro 3, 1999

URI : id.erudit.org/iderudit/704069ar

DOI : [10.7202/704069ar](https://doi.org/10.7202/704069ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN 0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Conte, B. (1999). PASSARIS, Solange et Krystina VINAVER.
Pour aborder le xxi^e siècle avec le développement durable.
Grenoble, PUG, Série Développement, croissance et progrès,
1998,296. *Études internationales*, 30(3), 623–624.
doi:10.7202/704069ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1999

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

et que les vues et les intérêts de tous les groupes de pays doivent être pris en compte.

Sur la forme, on peut regretter des répétitions inutiles dans les trois parties, qui auraient pu être réduites à un exposé des problèmes, suivi par des recommandations.

Sur le fond, il faut rappeler que ni le « Sud » ni le « Nord » ne constituent des ensembles homogènes. Les thèses exposées dans l'ouvrage ne représentent sans doute que les positions les plus avancées de certains pays du Sud.

Les propositions concernant le Conseil de sécurité – suppression du veto et du statut de membre permanent – sont vouées à l'échec... en raison du droit de veto. Le renforcement du rôle économique de l'Assemblée générale est également utopique, les pays industrialisés voulant continuer à exercer leur pouvoir économique par l'intermédiaire des institutions financières. La suppression des contributions volontaires n'est pas dans l'intérêt des organisations internationales : ces contributions font vivre certaines institutions comme le HCR et l'UNICEF et permettent la mise en œuvre de grands programmes, comme l'éradication de la poliomyélite.

Par contre, il serait souhaitable de limiter le maximum des contributions au budget ordinaire à 12 ou 15 %, pour éviter l'excès d'influence de tel ou tel pays. Il serait bon qu'une partie des recettes des organisations des Nations Unies proviennent de taxes internationales, ou de revenus spécifiques, comme à l'OMPI par exemple, sans ignorer les fortes objections

du Sénat des États-Unis à cette proposition.

Plus généralement, les thèses du Sud tendent à renforcer l'ONU dans le domaine politique et économique et à rendre son personnel plus indépendant. Ce renforcement, souhaitable en soi, n'affecterait-il pas la souveraineté nationale des États du Sud, que ceux-ci veulent défendre ?

Yves BEIGBEDER

UNITAR, Genève, Suisse

ENVIRONNEMENT ET ÉCOLOGIE

Pour aborder le XXI^e siècle avec le développement durable.

PASSARIS, Solange et Krystina VINAVER.
Grenoble, PUG, Série Développement,
croissance et progrès, 1998, 296 p.

Cette livraison d'Économie et Sociétés est un mélange en l'honneur d'Ignacy Sachs, socio-économiste hétérodoxe, chantre de « l'éco-développement » aujourd'hui qualifié de développement durable. Outre la préface de S. Passaris et K. Vinaver, l'ouvrage contient vingt-deux contributions d'auteurs, originaires de onze pays situés sur quatre continents, théoriciens ou praticiens du développement, qui possèdent un commun intérêt pour l'œuvre d'Ignacy Sachs et pour le développement durable. Le volume s'articule autour de trois chapitres.

Le premier chapitre, « Développement, théories et pratiques », réunit des contributions d'auteurs issus d'horizons divers. Le constat d'un « profond malaise » de la pensée et de la pratique du développement conduit les économistes à proposer, chacun à leur manière, un renouvelle-

ment des études économiques du développement, à travers l'adaptation des outils, la prise en compte de l'évolution de l'environnement du processus, l'intégration de dimensions humaines et sociales. Dans cette optique, l'histoire peut se révéler d'un apport important tant dans la compréhension du présent que dans la formulation d'hypothèses sur l'avenir. Cet avenir se joue également sur le terrain, ce dont témoigne le représentant d'une ONG œuvrant dans les villes africaines.

Le second chapitre, « Prospective, régulation et politiques publiques », replace le développement durable dans un contexte de mondialisation et de dérégulation. En focalisant sur le court terme, le processus d'ajustement mis en œuvre depuis de longues années, n'a pas permis la réduction de la pauvreté et du chômage. De plus, la libéralisation et la dérégulation ont conduit au renforcement de la spécialisation internationale appauvrissante et écologiquement prédatrice des pays périphériques. Ce constat tend à démontrer la nécessité de prévisions à long terme dans des domaines aussi divers que l'économie, la technologie, le social et le politique. Enfin, le processus de développement durable ne pourra être mis en œuvre par le simple respect des forces du marché. Il convient de procéder à la mise en place d'instances de régulation tant au niveau international que national.

Le troisième chapitre, « Cheminement et enjeux du développement durable », propose des contributions principalement « axées sur la problématique institutionnelle, mais aussi théorique du développement durable » (p. 8). Le développement dura-

ble implique une « révolution culturelle », une harmonisation entre développement et croissance, un réaménagement des rapports entre l'État, le marché et la société civile.

En conclusion, R. Kothari lance un appel en faveur du développement durable présenté comme l'utopie éthique du 21^e siècle. En fin de volume on trouvera une biographie sommaire ainsi qu'une bibliographie sélective d'Ignacy Sachs. Malgré les efforts des éditeurs pour présenter un plan logique et équilibré, cet ouvrage souffre des contraintes de pluridisciplinarité et d'hétérogénéité propres à un mélange. Par ailleurs, on retrouve souvent les mêmes thèmes abordés par des contributions situées à l'intérieur de chapitres différents. Malgré cela, il convient de signaler l'intérêt de certains textes portant notamment sur l'approche économique du développement durable.

Bernard CONTE

CEAN – CED Université Montesquieu –
Bordeaux IV, France

ASIE

Face Off: China, the United States and Taiwan's Democratization.

GARVER, John W. Seattle, University of Washington Press, 1998, 298 p.

Dans son étude, John Garver attire l'attention sur la place essentielle qu'occupe Taiwan dans le contexte plus large des relations entre les États-Unis et la République populaire de Chine. Pour l'auteur, il appert que la Chine est devenue l'objet de la politique étrangère américaine toujours engagée dans une lutte contre le communisme. Cette lutte ferait que les